



## Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

### Procès-Verbal

du Comité syndical Séance du 28 juin 2017

Le 28 juin 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 22 juin 2017, s'est réuni, en séance publique à la Mairie du 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, 2 place Baudoyer 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	105
Nombre de délégués présents ou représentés :	63 dont 18 pouvoirs

#### Étaient présents :

#### **Titulaires :**

Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Alain LOPPINET (Bailly), Samuel BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France), Mme. Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-Sous-Bois), Mme. Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Jean-Marc SZMARAGD.

Grand Paris Sud Est Avenir : M. Bruno HELIN

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO.

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

Mathieu TELLIER (Aulnay-Sous-Bois), Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), Vincent MEZURE (Boulogne-Billancourt), Marc FEUGERE (Chatenay-Malabry), Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Laëtitia DEKNUDT (Le Pré Saint-Gervais), Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Dominique LEBRUN (Saint-Cloud), Tiffany CULANG (Saint-Mandé), Safia LAMRAOUI (Vitry-Sur-Seine)

#### **Suppléant sans voix délibératives :**

M. Hervé WILLAIME (Cachan)

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

M. Alain LOPPINET (Bailly) à Perrine PRECETTI, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme. Geneviève GAILLABAUD, M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses) à Jacky BOULAY, M. Yves MENEL (Garches) à M. Dominique LEBRUN, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à M. Yoann RISPAL, Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à M. Pascal TURANO, M. Christophe PAQUIS (Les Lilas) à M. Bruno TUDER, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à M. Jean-Paul FAUCONNET, M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) à M. Christophe BOISSIERE, M. Christian PAGE (Saclay) à M. Patrice PATTÉE, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à M. Thierry-Michel ISOARD, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Alain GUETROT.

Métropole du Grand Paris : M. Patrick OLLIER à Mme. Christine BRUNEAU  
Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE à M. Szmargd, M. Bernard ROCHE à Marie-France PARRAIN et M. Antoine DUPIN à Jean-Jacques PASTERNAK,  
Grand Paris Sud Est Avenir : Mme. Khadija OUBOUMOUR à M. Bruno HELIN

**Etaient excusés :** M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), Mme. Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Alain SANSON (Fontenay-Le-Fleury) ;

Métropole du Grand Paris : Daniel GUIRAUD  
Grand Paris Grand Est : Alain SCHUMACHER  
Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME, M. Gauthier MOUGIN  
Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

**Assistaient également à la séance :** Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale, M. Malik SALEMKOUR directeur juridique et des finances, Mme Mélody TONOLLI, responsable de la communication, M. Sédik CHEKIR responsable comptable, M. Félix PERRIN chargé de l'exploitation des données, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2017
2. Délibérations :
  - Bilan d'activité 2016 de la CCSPL
  - Décision modificative n°1 du budget primitif 2017
  - Constitution d'un groupement de commandes entre le SIPPAREC et le SMAVM
  - Gratification des stagiaires
  - Retrait d'EPT et d'une collectivité du SMAVM
  - Adhésion de collectivité(s) au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'
  - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
  - Rapport 2016 du délégataire : présentation du rapport annuel
3. Points divers :
  - Présentation du rapport d'activité du Syndicat

- Information sur le marché Vélib'

**La Présidente** a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Patrice PATTÉE est désigné comme secrétaire de séance.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2017**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 31 mai 2017.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombes)** signale que la carte des villes mises à jour n'a toujours pas été mise en ligne.

**M. Patrice PATTÉE (Sceaux)** affirme que la carte est présente dans les espaces membres.

**La Présidente** confirme que la carte se trouve dans l'espace Vélib'.

**M. Patrice PATTÉE (Sceaux)** s'interroge sur l'utilité de maintenir l'espace Vélib' sur le site, et propose de tout regrouper dans un même espace.

**M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** précise que deux répertoires existent dans chacun des espaces, d'où les confusions. Il pense également qu'il serait intéressant d'avoir un seul et unique espace.

**La Présidente** indique qu'un responsable informatique va arriver dans quelques jours. Elle ajoute que le Syndicat Vélib' et le Syndicat Autolib' et Vélib' présentent deux activités distinctes qu'il est nécessaire de différencier sur le site. Cependant, ces points seront partagés avec le responsable informatique.

*En l'absence d'autres observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 31 mai 2017 est adopté à l'unanimité.*

### **2 – Délibérations**

#### **2.1 - Bilan d'activité 2016 de la CCSPL (délibération 2017 50)**

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux.

Ce même article prévoit que le/la Président(e) de la CCSPL présente à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Le bilan d'activité 2016 a été examiné par les membres de la CCSPL le 21 juin 2017. Il indique qu'une seule réunion s'est tenue sur cet exercice pour examiner le rapport d'activité 2015 du délégataire.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** explique que la CCSPL (Commission Consultative des Service Publics Locaux) s'est réunie le 21 juin 2017, afin d'examiner le rapport du délégataire. Elle précise que le bilan d'activité est annexé.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le bilan d'activité 2016 de la CCSPL.

## 2.2 - Décision modificative n°1 du budget primitif 2017 (délibération 2017 51)

**La Présidente** donne la parole à M. Salemkour.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique, des finances et de la commande publique)** rappelle que le budget primitif 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017. Il ajoute que, dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Il indique que compte tenu des discussions avec la DRFIP sur les modalités de fonctionnement de la Régie Vélib', il a été décidé à titre conservatoire de ne pas commencer les dépenses sur cette Régie. De ce fait, et compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service Vélib' dans un temps restreint, il est convenu que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Ces augmentations de charges feront l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie Vélib'.

De ce fait, il est nécessaire :

Pour le budget d'investissement,

- D'augmenter les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles »,
- De diminuer les dépenses du Chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » afin de prendre en compte un ajustement des réalisations des stations.

Pour le budget de fonctionnement,

- D'augmenter les recettes du chapitre 70 « Produits des services du domaines et ventes diverses »
- D'augmenter les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés »

**La Présidente**, en l'absence de questions, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **ADOpte**, la décision modificative n°1 du budget primitif 2017 comme suit :

### Section d'investissement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
21- Immobilisations corporelles	2181- Installation générale, agencement	Dépense		15 000,00 €
	2183- Matériel de bureau et informatique	Dépense		25 000,00 €
	2184- Mobilier	Dépense		10 000,00 €
204- Subventions d'équipement versées	2041- Bien mobiliers, matériel et études	Dépense	50 000,00 €	

### Section de fonctionnement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
70- Produits des services du domaines et ventes diverses	70841- Mise à dispo de personnel facturée aux budgets annexes	Recette		80 000,00 €
012- Charges de personnel et frais assimilés	64111- Personnel titulaire	Dépense		50 000,00 €
	64112- NBI, SFT et indemnité de résidence	Dépense		12 000,00 €
	6413- Personnel non titulaire	Dépense		3 000,00 €
	64451- Cotisations URSSAF	Dépense		7 000,00 €
	6453- Cotisation aux caisses de retraites	Dépense		8 000,00 €

### 2.3 - Constitution d'un groupement de commandes entre le SIPPEREC et le SMAVM (délibération 2017 52)

**La Présidente** donne la parole à M. Salemkour.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique, des finances et de la commande publique)** explique que le Syndicat Intercommunal de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole ont de par leurs rôles respectifs, un certain nombre d'intérêts et de sujets convergents.

Les missions dévolues au SIPPEREC conduisent le Syndicat à développer une réflexion sur la faisabilité d'un dispositif juridique qui permettrait un emploi des bornes de recharge, considérées comme non rentables dans le cadre du contrat de concession Autolib', par le SIPPEREC. Il convient donc, ajoute-t-il, de mettre en place un outil de collaboration entre le SIPPEREC et le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ayant pour objet l'étude et le développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien. Ainsi, le dispositif du groupement de commandes institué par l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, apparaît comme le montage juridique le plus pertinent pour engager une coopération ainsi qu'une mutualisation des procédures et études relatives au développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien.

Dans cette optique, il vous est proposé d'approuver le projet de convention constitutive d'un groupement de commande entre ces deux entités publiques. Sur cette base, le SIPPEREC et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole concluront des conventions spécifiques afin de déterminer les modalités juridiques, techniques et financières de chacun des marchés publics à lancer.

Il rappelle que certaines stations pourraient éventuellement être transformées en bornes de recharge. L'objet du SIPPEREC est de réfléchir à la façon dont il serait possible de mettre en commun un réseau de bornes de recharges. Cette étude s'élèverait à 25 000€.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet cette délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **Autorise** la constitution d'un groupement de commandes auquel participeront le SIPPEREC et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **Autorise** Madame la Présidente à signer la convention constitutive du groupement de commandes et les conventions spécifiques afférentes. Une première convention relative à l'étude d'opportunité pour le déploiement d'une offre de bornes de recharges sur le domaine public francilien sera conclue consécutivement à l'adoption de la présente délibération ; **Approuve** les modalités financières telles que fixées par l'article 7 de la convention constitutive. Ces dépenses seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

## 2.4 - Gratification des stagiaires (délibération 2017 53)

**La Présidente** donne la parole à Mme Haché.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** explique que par délibération 2013 001 du 14 février 2013, le bureau du Syndicat a décidé d'une gratification pour les étudiants de l'enseignement supérieur accueillis au sein du Syndicat pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Depuis, les dispositions ont étendu cette gratification aux stagiaires de l'enseignement secondaire.

Le versement d'une gratification minimale à un stagiaire est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non. A cette somme peuvent notamment s'ajouter l'accès à la restauration collective ou les titres restaurant dont le stagiaire peut désormais bénéficier.

Lorsque le stage est inférieur ou égal à deux mois, le Syndicat peut décider de verser une gratification (non obligatoire) dont le montant et les conditions sont fixées par délibération.

Le montant minimal légal de la gratification d'un stagiaire, accordé en contrepartie de services effectivement rendus au Syndicat, est déterminé en fonction d'un pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale. En 2017, ce pourcentage correspond à 3,60 euros de l'heure.

Cependant, il est possible de prévoir une gratification supérieure, conditionnée par l'appréciation de l'autorité territoriale sur les services rendus.

Si la gratification ne dépasse pas le plafond horaire de la sécurité sociale, elle est exonérée de charges sociales. En revanche, au-delà de ce plafond, elle est soumise à cotisations et contributions sociales calculées sur la fraction excédentaire à ce seuil.

**Mme Caroline HIRIGOYEN (Montrouge)** demande s'il est possible de lire leurs rapports de stages.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** propose de remettre aux membres deux rapports de stage, dont l'un porte sur la typologie des stations (usages des stations selon les types de quartiers).

**La Présidente**, en l'absence d'autres questions, soumet cette délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, Article 1er : **DÉCIDE** d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur et secondaire accueillis au Syndicat que le stage soit d'une durée inférieure ou supérieure à deux mois avec un versement mensuel ; **DIT** que le montant de la gratification sera calculé en fonction du pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale et qu'il pourra, en fonction du travail à fournir, être au maximum, multiplié par trois ; **AUTORISE** la Présidente à mettre au point et à signer les conventions de stage à intervenir dans le cadre fixé par les textes en vigueur ainsi que l'accès à la restauration collective ou à l'attribution des titres restaurant ; **DIT** que la délibération 2013 001 du 14 février 2013 est abrogée ; **DÉCIDE** d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 12.

## 2.5 - Retrait d'une collectivité du SMAVM (délibération 2017 54)

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib')** explique que Par délibération 2015 34 du 9 novembre 2015, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de Buc au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole. La commune a versé la cotisation d'adhésion obligatoire calculée sur la base des 2 stations Autolib' et d'un montant de 4 000 euros. Une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib' a été signée le 29 octobre 2015 pour l'implantation de ces stations. Des études techniques sur ces deux stations ont été réalisées et les frais d'études complémentaires pour le déplacement d'une des deux stations envisagées d'un montant de 4 000 euros n'ont pas été facturés à titre exceptionnel. Au vu des discussions entre le délégataire et le Syndicat Autolib' Métropole, ces stations ont été mises en attente et, le conseil municipal de la ville a décidé, par délibération 2017-05-29/11, le 29 mai 2017, son retrait du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole. La décision de retrait d'un membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le retrait de la commune de Buc du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** qu'il n'y a pas lieu de rembourser la commune de Buc de la somme versée au titre de la cotisation obligatoire d'adhésion, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait.

## 2.6 - Adhésion de la commune de Clamart au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' (délibération 2017 55)

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** l'adhésion de la commune de Clamart au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que la commune de Clamart devra signer un avenant à la convention de déploiement sans verser le montant de la contribution obligatoire ; **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la Ville de Clamart au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

## 2.7 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' (délibérations : Aulnay-sous-Bois 2017 56 ; Gennevilliers 2017 57 ; Les Lilas 2017 58 ; Montrouge 2017 59 ; Nogent-sur-Marne 2017 60 ; Saint-Cloud 2017 61 ; Saint-Denis 2017 62 ; Bourg-la Reine 2017 63 ; Levallois 2017 65)

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** commente la carte projetée sur écran et cite les communes qui ont déjà adhéré à l'option Vélib' ainsi que les nouvelles Aulnay, Gennevilliers, Les Lilas, Montrouge, Nogent-sur-Marne, Saint-Cloud, Saint-Denis, Bourg-la-Reine et Levallois-Perret.

**La Présidente** confirme que la couleur verte sur la carte indique les communes adhérentes ou en cours d'adhésion. En l'absence d'autres remarques, elle soumet la délibération aux voix.



**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélilib' de : Aulnay-sous-Bois, Gennevilliers, Les Lilas, Montrouge, Nogent-sur-Marne, Saint-Cloud, Saint-Denis, Bourg-la-Reine et Levallois-Perret

## 2.8 - Rapport 2016 du délégataire (délibération 2017 64)

**La Présidente** donne la parole à M. Fierling.

**Matthieu FIERLING (Responsable Qualité et exploitation des données)** précise que ce rapport indique les chiffres Autolib' du délégataire. Il déclare que fin 2016, le périmètre Autolib' couvre une centaine de communes, dont huit ayant adhéré l'année dernière. Le total de stations en service s'élève à 1 111, le total de véhicules s'élève à près de 4 000.

Il résume les grands faits marquants de 2016 :

La modification de la grille tarifaire ;

5,76 millions de locations enregistrées, soit 11% en plus que 2015. Il précise néanmoins les chiffres suivants : augmentation de 24% au premier semestre ; baisse de 12,6% au second semestre qui se poursuit en 2017 (baisse de 12,6% au 1<sup>er</sup> trimestre). Le délégataire explique cette baisse par la diminution des gestes commerciaux qui permettraient de recruter moins d'abonnés, ainsi que la saturation des places Autolib' ;

L'abonné prêt-à-rouler actif utilise l'abonnement 3,7 fois par mois pour une location de 42 minutes ;

L'abonné « un an » effectue 7,4 locations par mois de 36 minutes ;

Autolib' recense 320 000 abonnements vendus, pour 224 000 utilisateurs différents. 2016 recense 59 000 nouveaux abonnements vendus, chiffre en baisse par rapport aux années précédentes ;

L'offre « un an » représente 32 000 ventes et 87% des utilisations ;

Fin 2016 compte 134 000 abonnés (109 000 abonnés un an, 25 abonnés prêt-à-rouler).

Ces 134 000 abonnés se décomposent de la manière suivante :

- 24 000 recrutements prêt-à-rouler ;
- 34 000 recrutements premium ;
- 1000 abonnés premium ;
- 77 000 abonnés premiums renouvelés. Ce chiffre en baisse s'explique par la non validation des nouvelles conditions générales, et la baisse significative des offres commerciales.

Augmentation de 2 points du nombre de femmes abonnées (42% des abonnés premium et 34% des abonnés prêt-à-rouler) ;

71% des usagers Autolib' ont entre 25 et 49 ans. Le nombre d'abonnés de 18 à 24 ans a diminué ;

Le week-end présente une hausse des locations (34%) ;

Pas de changement sur la durée de location et distance parcourue ;

Le service est de plus en plus utilisé au fur et à mesure qu'il s'étend pour des trajets entre des villes proche couronne et Paris (49% ayant pour origine ou destination la proche couronne).

Il laisse ensuite la parole à Malik SALEMKOUR pour présenter quelques chiffres.

**M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière)** rappelle qu'il s'agit de chiffres du délégataire :

- En 2016, le chiffre d'affaires était en progression de 20% ;
- En termes d'abonnements, les chiffres sont les mêmes ;
- La location a augmenté de 20% en 2016 ;
- Les facturations complémentaires concernent les tarifs de recharge ;
- Les gestes commerciaux ont fortement augmenté (6 250 000€) ;
- Les charges n'ont pas augmenté même si le chiffre d'affaire oui (6M€, c'est-à-dire 7,5%) : il précise que le résultat d'exploitation s'améliore ;
- Les charges d'exploitations représentent de gros points de discussion avec le délégataire ;
- Le Syndicat a une maîtrise sur les charges de personnels ;
- Le poste assurance représente environ 6M€, d'où les travaux pour protéger les bornes et les véhicules.

**La Présidente** s'enquiert d'éventuelles questions.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes)** s'enquiert de l'évolution du nombre de véhicules tiers au niveau du Syndicat.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** répond que cette information sera donnée dans le rapport d'activité du Syndicat.

**M. Mathieu FIERLING (Responsable Qualité et exploitation des données)** ajoute que le Syndicat comptait 5 900 abonnés recharge à la fin 2016. Le volume de recharge a augmenté de 150% entre 2015 et 2016. Il précise que le détail de ces données se trouve dans le rapport d'activité.

**M. Marc FEUGERE (Châtenay-Malabry)** fait remarquer que la flotte de voitures mise à disposition par la société Autolib' a encore augmenté en 2016. Il ignore si ces augmentations améliorent le service.

Il fait ensuite remarquer que Châtenay-Malabry constate une baisse des départs de véhicules dans sa ville. Il souligne que le service Autolib' est de plus en plus complexe et présente des contraintes de stationnement. Il déclare qu'il ne renouvellera pas son abonnement Autolib'.

**La Présidente** répond sur le sujet de la flotte de véhicules. Elle indique que le Syndicat a demandé que le nombre de véhicules reste stable mais que le délégataire s'est interrogé sur la nécessité d'augmenter le nombre de véhicules.

Elle rappelle ensuite que le système de réservation des places a changé. Depuis plusieurs mois, dit-elle, le délégataire a mis en place résaPOP, une application qui permet d'identifier les stations d'arrivées souhaitées et qui en attribue une automatiquement en route. La place est bloquée trente minutes, ce qui permet une rotation plus importante.

**M. Fatah AGGOUNE (Gentilly)** signale que la ville de Gentilly n'est toujours pas adhérente, d'où la tâche blanche sur la carte Autolib'. Il explique qu'il s'agit d'un blocage de l'exécutif. Il demande si la ville de Gentilly serait engagée sur l'ensemble du Syndicat si elle adhérerait demain.

**La Présidente** explique que la contribution financière des collectivités est proportionnelle au nombre de stations existantes. A ce stade, Gentilly n'a donc pas de responsabilité financière puisqu'elle n'a pas de station. Elle ajoute que les pistes de financement évoquées lors du dernier comité sont en cours d'étude avec le délégataire.

**M. Fatah AGGOUNE (Gentilly)** souhaite savoir si la part de la responsabilité financière d'une commune en cas d'appel aux collectivités pour participer à l'équilibre des comptes de la DSP tiendrait compte de l'ancienneté de la participation au Syndicat.

**La Présidente** explique que la question de M. AGGOUNE est de savoir si la part de responsabilité financière de la collectivité dépend également de la date d'adhésion. Cette question est légitime : elle doit l'étudier.

**M. Christophe BERNIER (Gennevilliers)** intervient sur les aspects financiers du rapport du délégataire, particulièrement sur le métropolisation des clients Autolib'. Il fait remarquer que 49% des trajets s'effectuent hors Paris et 53% des clients sont hors Paris. Il trouve que les aspects de l'application mobile ont évolué et que les salariés du centre d'appel Autolib' sont efficaces et réactifs.

Il s'interroge ensuite sur les impacts de la perte des contrats d'assurance, indiquée page 5 du rapport du délégataire. Il remarque qu'il existe plus d'abonnements « recharges » que de voitures Autolib' et conseille de faire attention quant à la disponibilité des stations et des places.

**La Présidente** confirme que les agents du centre d'appel répondent 9 fois sur 10. Le sujet de la recharge a été posé au délégataire. Elle pense qu'il faudra envisager d'augmenter les tarifs de recharge. Enfin, elle précise qu'il relève de leur responsabilité d'élus que les accès de recharges soient disponibles en commune.

**Mme Perrine PRECETTI (Antony)** s'enquiert du délai dans lequel l'installation des stations en *stand-by* va pouvoir redémarrer.

**La Présidente** confirme qu'il est nécessaire de prendre une décision avant l'automne. Elle espère que le résultat sera positif. Elle constate qu'il n'y a pas d'autres interventions.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **PREND ACTE**, du rapport 2016 du délégataire Autolib' ci-annexé et de son adjonction au compte administratif 2016.

### **3- Points divers**

Présentation du rapport d'activité du Syndicat

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' et Vélib')** précise que le rapport d'activité du Syndicat va être distribué puis mis dans les espaces membres. Ce rapport s'est axé essentiellement sur la parole donnée aux usagers et cite :

La page 8 présente tous les chiffres-clefs de 2016 sur l'activité du Syndicat ;

La page 14 présente la distance en marche à pied entre chaque station mise en service en 2016.

Elle présente les cartes des villes adhérentes au Syndicat en 2016.

La page 26 présente les graphiques de courbes de location en fonction des horaires et des trajets. La page 34 présente la carte d'identité d'une Autolib' et la carte d'identité d'une station.

Ce rapport sera également envoyé à tous les maires des villes adhérentes et à tous les partenaires du Syndicat. Elle constate qu'il n'y a pas de remarques.

- Information sur le marché Vélib'

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib')** explique qu'un travail en commun avec le prestataire s'effectue actuellement sur le prototype des Vélib'. Un *focus group d'usagers Vélib'* a été consulté pour les binômes de couleurs sur les paniers, garde-boue et *carter* des futurs vélos. Elle ajoute que les couleurs des deux vélos (électrique et mécaniques) doivent être différentes. Elle décrit les binômes de couleurs qui ont été soumis à l'avis d'usagers et qui sont présentés en séance. Certains binômes de couleurs prennent en compte l'aspect patrimonial des mobiliers urbains, d'autres sont plus vifs. Plusieurs avis sont donnés concernant les couleurs et la nécessité d'être à la fois visible dans l'espace public mais devant s'intégrer également. Il ressort de la consultation des avis partagés sur les différents binômes de couleurs, les couleurs plutôt vives étant plutôt préférées aux couleurs plus patrimoniales. L'avis des ABF sera sollicité par la suite.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h45. Elle précise que le *prochain Comité syndical aura lieu le 12 juillet 2017*.

Le Secrétaire de séance

Patrice PATTÉE

La Présidente,



*P. de la Gontrie*  
-Pierre de la Gontrie